



LA CONVENZIONE EUROPEA
IL SEGRETARIATO

Bruxelles, 11 luglio 2002 (15.07)
(OR. nl)

CONV 182/02

CONTRIB 62

NOTA DI TRASMISSIONE

del: Segretariato

alla: Convenzione

**Oggetto: Contributo del Sig. René van der Linden, membro della Convenzione, e del
Sig. Wim van Eekelen, membro supplente della Convenzione:
"Ruolo dei Parlamenti nazionali: un esempio di "buona prassi"**

Il Segretario generale della Convenzione ha ricevuto dai Sigg. René van der Linden, membro della Convenzione, e Wim van Eekelen, membro supplente della Convenzione, il contributo ripreso in allegato.

Contribution de :

R. van der Linden, membre de la Convention

W. van Eekelen, membre suppléant de la Convention

Le rôle des parlements nationaux: exemple d'une bonne pratique

En réponse à la question sur les *bonnes pratiques*, nous aimerions évoquer dans ces lignes l'existence et les modalités de travail du Bureau des affaires européennes du Sénat néerlandais (le «Bureau européen») ainsi que le site Internet créé par ce Bureau et en ce moment en construction.

Lors de la ratification du traité de Maastricht, le parlement néerlandais avait formulé plusieurs observations à la suite de l'absence de compétences du Parlement européen dans les domaines relevant des deuxième et troisième piliers évoqués dans le traité de Maastricht. En raison de l'approche intergouvernementale retenue dans le traité, associée à l'exigence de l'unanimité des décisions au sein du Conseil, le Parlement néerlandais prit alors l'initiative de suivre de très près le point de vue du gouvernement néerlandais lors des négociations menées dans des actions concernant ces piliers. Le Parlement néerlandais ordonna également que les ministres néerlandais JAI ne pourraient pas prendre part à des décisions qui lieraient les Pays-Bas sans le consentement formel du Parlement. La loi néerlandaise de ratification du traité de Maastricht et des traités ultérieurs (traités d'Amsterdam et de Nice) contient une clause qui impose une publication préalable de tous les projets de résolution en matière de justice et d'affaires intérieures (JAI) ainsi que la subordination de ces projets de résolution au consentement du Parlement néerlandais (Chambre des Représentants + Sénat).

Depuis, un flux important de documents a été généré dans le domaine de la JAI du fait que le ministre de la Justice informe les deux Chambres des projets de résolution mis à l'ordre du jour du Conseil JAI, en y joignant les documents transmis par le Conseil ainsi que les points de vue du gouvernement néerlandais arrêtés par projet de résolution. Lors des Conseils de l'UE réunissant les autres ministres de tutelle (ministres *non JAI*), les ordres du jour annotés sont transmis sans les documents du Conseil. Le gouvernement néerlandais établit des fiches particulières dites APC (fiches d'Appréciation des Propositions de la Commission) énonçant l'appréciation du gouvernement sur la teneur des propositions avancées par la Commission et, occasionnellement, par un État membre.

Les ordres du jour annotés du Conseil et les fiches **APC** peuvent donner lieu à un échange de vues entre gouvernement et Parlement.

Créé l'année dernière, le Bureau européen du Sénat néerlandais a pour mission notamment de classer tous les documents relatifs à la JAI et de les publier sur un site Internet (avec momentanément un accès réservé aux sénateurs). Dès lors, ce n'est plus le manque d'accès aux documents mais plutôt le manque de transparence dans le processus législatif qui constitue le point faible de la transparence démocratique.

Contrairement à la numérotation normalisée appliquée en Hollande lors de toute procédure législative¹, il n'y a pas de constitution de dossier avec numérotation normalisée au niveau européen. Les initiatives de la Commission reçoivent de la Commission « numéro COM », le Parlement européen et le Conseil de l'UE marquent de leur propre identifiant leurs documents d'analyse et d'examen d'une initiative de la Commission.

Les documents proposés sur le site sont regroupés par dossier. Les dossiers sont constitués, de manière générale, en fonction de la répartition adoptée sur le Tableau des résultats JAI², mais sans repérage par numéros d'ordre. Un dossier reçoit un numéro-repère dès la publication d'une initiative émanant de la Commission européenne ou d'un État membre. Le Bureau européen place sous ce numéro-repère de dossier tous les documents disponibles se rattachant au sujet. Le dossier rassemble dès lors les documents émanant de la Commission européenne, du Parlement européen, du Conseil de l'UE, du gouvernement néerlandais et des deux Chambres législatives néerlandaises et se rapportant au sujet considéré. Non seulement les sites d'hébergement et de téléchargement sont indiqués, mais des liens sont également établis entre les documents. Les publications émanant d'autres organismes (organismes scientifiques, groupes affinitaires, autres Parlements nationaux, Comité des régions, Comité économique et social) peuvent être liées au dossier sous le dénominateur commun de « Commentaires de tiers ». Les députés et sénateurs désireux de suivre un sujet particulier ont ainsi accès à tous les documents pertinents. Lorsqu'une proposition de décision est mise à l'ordre du jour du Conseil JAI à un stade avancé des négociations, les sénateurs peuvent consulter en ligne les points de vue de tous les autres intéressés et examiner ce qui reste comme goulets d'étranglement.

Vous trouverez ci-joint une présentation du site Internet. L'accès à l'information JAI est assuré par des liens créés dans les lettres de convocation en ligne adressées par la commission chargée de suivre les travaux JAI, et également par des *links* placés dans des sujets d'actualité et des dossiers de fond consacrés à des sujets importants ou à leur suivi et évolution. La lettre de convocation en ligne comporte donc un lien vers l'ordre du jour proposé par le ministre néerlandais de la Justice. Les députés et sénateurs ont également la possibilité de n'afficher à l'écran que la série des décisions exigeant une approbation de la part du Parlement néerlandais (décisions marquées par un icône représentant un marteau) ou que la sélection de sujets que le Bureau européen aimerait soumettre à l'attention des parlementaires (sujets marqués par un icône représentant une main).

Dans la colonne « Conseils », le Bureau européen indique si le sujet exige un examen ou non, encore qu'il appartienne aux parlementaires eux-mêmes de se prononcer en dernier ressort sur la question. En exécution d'une décision du Parlement néerlandais, le Bureau européen surveille le respect du délai de six semaines de publication d'un document du Conseil ayant la teneur d'un accord politique (les décisions-cadre). Ce n'est qu'une fois passé ce délai que le Sénat néerlandais se réunit pour donner ou refuser son approbation au résultat de la négociation.

La page consacrée à l'ordre du jour annoté permet d'afficher à l'écran les documents du Conseil relevant de la dernière phase des négociations ou l'ensemble du dossier. Le site *marque* les documents transmis en dehors des délais prescrits pour la loi de ratification des traités européens ou présentés dans une autre langue que le néerlandais. Lorsque l'ensemble du dossier est appelé à l'écran, une page des résumés de chaque document s'affiche. Préparée par le Bureau européen, cette page permet d'accéder rapidement à un résumé contenant l'essentiel de l'information d'un document et ensuite d'afficher, s'il y a lieu, le texte intégral à l'écran.

¹ Où les projets de loi sont officiellement numérotés et les documents émanant des organes concernés (gouvernement, Conseil d'État, Chambre des Représentants et Sénat) reçoivent un numéro d'ordre qui fait suite au numéro officiel.

² Bilan actualisé de l'état d'avancement de la mise en œuvre des conclusions du Conseil européen de Tampere.

La barre supérieure permet d'accéder, en dehors de l'ordre du jour du Conseil, aux mêmes dossiers, mais cette fois-ci par sujet (par exemple : droit d'asile, immigration, coopération policière). On distingue trois phases, à savoir :

- a. les actions encore à mettre en oeuvre (retenues en fonction du Tableau des résultats JAI et des conclusions du Conseil);
- b. les initiatives actuelles (en cours de négociation);
- c. les initiatives adoptées (pertinentes lors du processus de transposition ou lorsqu'on veut en consulter l'historique).

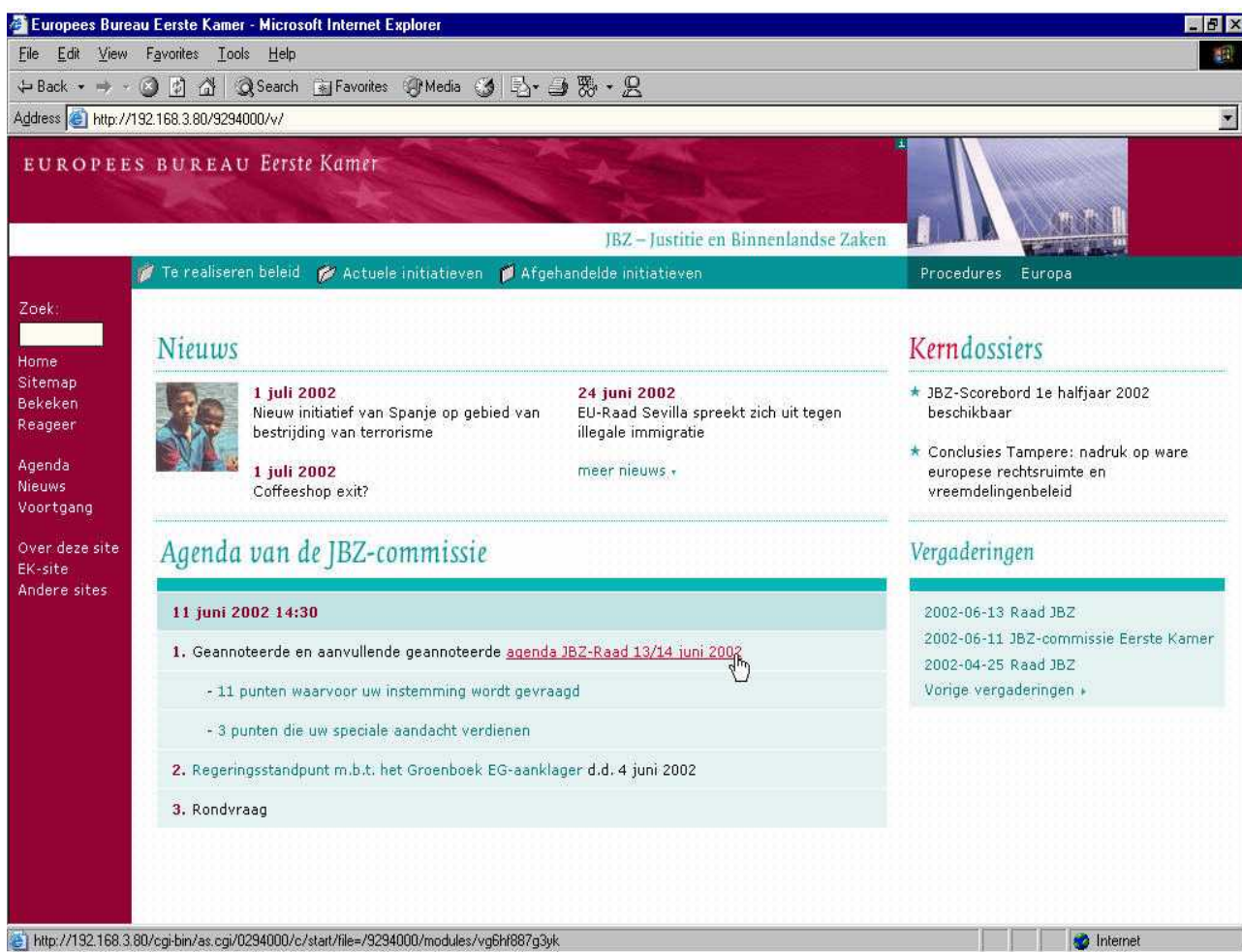
Il est prévu de créer un système qui indiquera les dates de transposition ou de mise en œuvre. Une fonctionnalité *didacticielle* («Procédures» et «Europe») permet aux membres des Chambres de se familiariser rapidement aux arcanes législatives. Cette fonctionnalité servira surtout aux nouveaux parlementaires.

Le site est encore en construction. Il est également prévu de créer des pages similaires dans d'autres domaines d'action. Dans un premier temps, le site sera réservé aux parlementaires (députés et sénateurs). Cependant, afin de promouvoir la liberté d'accès aux documents officiels, il est prévu de mettre à la disposition du public la (quasi) totalité des informations dans l'espoir de voir une accessibilité optimisée par un repérage rationnel des documents susciter un vif débat au sein de la société.

Selon nous, une plus grande liberté d'accès aux documents législatifs, associée à la constitution en Europe de dossiers cohérents (par voie électronique), contribuera au renforcement de la transparence dans le processus législatif. Il pourrait en découler un résultat positif, en ce sens qu'on verrait s'élargir le débat parlementaire et le débat sociétal, avec à la clé une optimisation du processus de transposition et de mise en œuvre, qui bénéficierait d'un appui renforcé au sein de la population. Ces mesures sont également de nature à accélérer les échanges de vues entre les divers Parlements en Europe et à contribuer ainsi à combler le déficit démocratique.

R. van der Linden
(membre de la Convention)

W. van Eekelen
(membre suppléant de la Convention)



Europees Bureau - 2002-06-13 Raad JBZ 2436 - Microsoft Internet Explorer

File Edit View Favorites Tools Help

Back Forward Stop Home Search Favorites Media Print

Address <http://192.168.3.80/9294000/v/>

EUROPEES BUREAU Eerste Kamer

JBZ – Justitie en Binnenlandse Zaken

Te realiseren beleid Actuele initiatieven Afgemerkte initiatieven Procedures Europa

Zoek:

Home
Sitemap
Bekeken
Reageer

Agenda
Nieuws
Voortgang

Over deze site
EK-site
Andere sites

Agenda JBZ-raad

13 juni 2002, nr. 2436

		Initiatief	Document	Advies EBK
1		Goedkeuring van de voorlopige agenda		
2		Goedkeuring van de lijst van A-punten		
2a	4.2.33	Besluit tot oprichting van een Europees netwerk voor de bescherming van prominenten	6460/5/02 ENG	m.i. akkoord (Engelse tekst!)
2b	4.2.39	Jaarverslag 2001 van het Europees netwerk inzake criminaliteitspreventie	8327/02 8591/1/02	ter kennisneming
2c	4.2.40	Europol jaarverslag 2001	8381/02	ter kennisneming
2d	4.2.41	Begroting Europol 2003	8382/02 ENG 8382/02 COR1 ENG 8382/02 ADD1 ENG	m.i. akkoord, let op taal
2e	4.2.42	Europol werkprogramma		ter

Inhoud Documenten

Toon koninkrijk bindende besluiten, speciale aandachtspunten of volledige agenda

Print

<http://192.168.3.80/cgi-bin/as.cgi/0294000/c/start/file=/9294000/modules/vg6hit9kyiz1>

Internet

Europees Bureau - Kaderbesluit minimumvoorschriften mbt bestanddelen van strafbare feiten en st - Microsoft Internet Explorer

File Edit View Favorites Tools Help

Back Forward Stop Home Search Favorites Media Print Mail

Address http://192.168.3.80/9294000/v/

EUROPEES BUREAU Eerste Kamer

JBZ – Justitie en Binnenlandse Zaken

Te realiseren beleid Actuele initiatieven Afgewerkte initiatieven Procedures Europa

Zoek:

Home
Sitemap
Bekeken
Reageer

Agenda
Nieuws
Voortgang

Over deze site
EK-site
Andere sites

4.3.16 *** Kaderbesluit minimumvoorschriften mbt bestanddelen...

Fase	politiek akkoord voorzien
Beleidsdossier	Vormen van criminaliteit
Volledige titel	Kaderbesluit minimumvoorschriften mbt bestanddelen van strafbare feiten en straffen voor illegale drugshandel
Behandeling	2002-06-13 Raad JBZ 2436

Advies Europees Bureau Eerste Kamer

Voorafgaand aan de JBZ-Raad van 13 juni 2002 heeft de Eerste Kamer op 11 juni 2002 instemming onthouden met de opmerking dat de Eerste Kamer de definitieve tekst wenst af te wachten. Er werden geen opmerkingen of vragen geplaatst bij de regeringsinzet. De Minister van Justitie heeft dit - blijkens verslag van het AO 12 juni 2002 in de Tweede Kamer - opgevat als steun voor het coffeeshopbeleid. In de Tweede Kamer heeft de minister van Justitie laten weten dat hij in kon stemmen met de laatste tekst die voorlag en de Tweede Kamer is daarop akkoord gegaan.

Tijdens de JBZ-Raad bleek echter dat o.m. Frankrijk het verzet tegen artikel 4 lid 6 niet wenste op te geven, waardoor politieke besluitvorming werd geblokkeerd. De andere lidstaten zijn daarop gaan schuiven. Het voorstel om artikel 4, lid 6 te schrappen wordt nu gesteund door 14 lidstaten en nu blokkeert Nederland de besluitvorming. Voor het overige zijn de lidstaten het eens.

Beide Kamers zullen zich uit moeten spreken over de vraag of zij al dan niet in kunnen stemmen met een definitieve tekst zonder artikel 4, lid 6. Wordt de regeringsinzet nog steeds gesteund?

Artikel 4 lid 6 voorziet in de mogelijkheid om voor **kleine hoeveelheden** softdrugs, overeenkomstig nationale wetgeving, een lagere strafmaat toe te passen dan de 1-3 jaar die voor

Inhoud Documenten

- Advies Europees Bureau Eerste Kamer
- Behandeling Eerste Kamer
- Behandeling Tweede Kamer
- Resultaten onderhandeling
- Advies Europees Parlement
- BNC-fiche
- Samenvatting COM(2001) 259
- Commentaar derden
- Alle documenten

Print

Zojuist bekeken:

- 2002-06-13 Raad JBZ 2436
- 2002-06-13 Raad JBZ 2436
- 2002-06-13 Raad JBZ 2436

http://192.168.3.80/cgi-bin/as.cgi/0294000/c/start/?file=/9294000/modules/vg44khi4xaw#p4

Internet

Europees Bureau - Kaderbesluit minimumvoorschriften mbt bestanddelen van strafbare feiten en st - Microsoft Internet Explorer

File Edit View Favorites Tools Help

Back Forward Stop Home Search Favorites Media

Address http://192.168.3.80/9294000/v/

EUROPEES BUREAU Eerste Kamer

JBZ – Justitie en Binnenlandse Zaken

Te realiseren beleid Actuele initiatieven Afgehandelde initiatieven Procedures Europa

Zoek:

Home
Sitemap
Bekeken
Reageer

Agenda
Nieuws
Voortgang

Over deze site
EK-site
Andere sites

Documenten bij issue Kaderbesluit minimumvoorschriften mbt bestanddelen van strafbare feiten en straffen voor illegale drughandel

▼ ▲ Behandeling Eerste Kamer

	datum	instantie	nummer	omschrijving scr
2	2002-06-11	Eerste Kamer	31, 1488-1519	zie 1516 [Handelinger]
1	2002-06-11	JBZ-commissie Eerste Kamer	32594/B/TAB	korte aantekening EK

▼ ▲ Behandeling Tweede Kamer

	datum	instantie	nummer	omschrijving scr
1	2002-06-17	Tweede Kamer	23490, 238	algemeen overleg TK

▼ ▲ Raadsdocumenten

	datum	instantie	nummer	omschrijving scr
7	2002-06-26	Ministerie van Justitie	23490,	5172487/02/BIZ [verslag van raad]
6	2002-06-11	Raad JBZ	9718/1/02 (bijl. verslag)	raadsdocument

Inhoud Documenten

- Behandeling Eerste Kamer
- Behandeling Tweede Kamer
- Raadsdocumenten
- Advies Europees Parlement
- BNC-fiche
- Initiatief
- Commentaar derden

Print

Zojuist bekeken:

- Documenten bij issue Kaderbesluit minimumvoorschriften mbt bestanddelen van strafbare feiten en straffen voor illegale drughandel
- Kaderbesluit minimumvoorschriften mbt bestanddelen van strafbare feiten en straffen voor illegale drughandel
- 2002-06-13 Raad JBZ 2436
- 2002-06-13 Raad JBZ 2436

http://192.168.3.80/9294000/d/vg8yp85ox0ys.doc Internet

Europees Bureau - Coffeeshop exit? - Microsoft Internet Explorer

File Edit View Favorites Tools Help

Address <http://192.168.3.80/9294000/v/>

EUROPEES BUREAU Eerste Kamer

JBZ – Justitie en Binnenlandse Zaken

Te realiseren beleid Actuele initiatieven Afgehandelde initiatieven Procedures Europa

Coffeeshop exit?

1 juli 2002

Voorafgaand aan de JBZ-Raad van 13 juni 2002 heeft de Eerste Kamer besloten de definitieve tekst af te wachten alvorens instemming te verlenen. Er werden geen opmerkingen of vragen geplaatst bij de regeringsinzet. De Minister van Justitie heeft dit opgevat als steun voor het coffeeshopbeleid, zo blijkt uit het verslag van het AO. In de Tweede Kamer heeft de minister van Justitie laten weten dat hij in kon stemmen met de laatste tekst die voorlag en de Tweede Kamer is daarop akkoord gegaan.

Frankrijk bleek tijdens de JBZ-Raad echter het verzet tegen artikel 4 lid 6 niet op te willen geven, waardoor politieke besluitvorming werd geblokkeerd. De andere lidstaten zijn daarop gaan schuiven. Het voorstel om artikel 4, lid 6 te schrappen wordt nu gesteund door 14 lidstaten en nu blokkeert Nederland de besluitvorming. Voor het overige zijn de lidstaten het eens.

De keus is nu aan het Nederlandse parlement: meewerken aan de harmonisatie van het drugsbeleid, of vasthouden aan een clause waardoor het coffeeshopbeleid gecontinueerd kan worden en dus de totstandkoming blokkeren van het [kaderbesluit bestrijding georganiseerde drugscriminaliteit](#).

Aan de informatie op deze site kunnen geen rechten worden ontleend.

Inhoud Documenten

Nieuws

▲ vorige

◀ **1 jul 2002**
Coffeeshop exit?

◀ **24 jun 2002**
EU-Raad Sevilla spreekt zich uit tegen illegale immigratie

◀ **14 jun 2002**
JBZ-Raad stemt in met Kaderbesluit Terrorismebestrijding

◀ **31 mei 2002**
JBZ-Scorebord 1e halfjaar 2002 beschikbaar

◀ **13 mrt 2002**
Conclusies Tampere: nadruk op ware Europese rechtsruimte en vreemdelingenbeleid

▼ volgende

Print

Zojuist bekeken:

<http://192.168.3.80/cgi-bin/as.cgi/0294000/c/start/file=/9294000/modules/vg44khi4xawf>

Internet